



Marchés et Sécurité Alimentaire dans le Bassin Est

Bénin, Niger, Nigéria, Tchad - Mars 2011

Abdallah Samba, CILSS/AGRHYMET

Sylvain Akpankaku, PAM, Bénin

Lawan Tahirou, PAM, Niger

Peter Makere, FEWS NET, Nigeria

Laouali Ibrahim, FEWS NET, West Africa

Résumé

Le marché céréalier dans le bassin Est, est actuellement caractérisé par une situation multiforme selon le produit considéré à cause des bonnes récoltes enregistrées, d'une baisse de la demande pour la consommation humaine (il y a moins de populations vulnérables cette année) et de la non effectivité de la demande industrielle au Nigeria. Les flux sont également moins importants et se résument aux échanges capillaires entre marchés assez proches et selon les opportunités.

D'une manière générale, la campagne agricole 2010/2011 dans le bassin Est s'est achevée avec des productions en nette augmentation par rapport à l'an dernier notamment dans la partie sahélienne qui était très déficitaire l'an dernier. Au Niger, au Tchad et dans l'extrême Nord du Nigeria, des records de production ont été enregistrés malgré les inondations intervenues au cours de l'hivernage 2010. Pour le Bénin, qui a beaucoup contribué à la gestion de la crise 2009/10 au Niger, l'issue de la campagne n'a pas été assez bonne avec une production céréalière proche de la moyenne et localement mauvaise notamment dans le sud du pays. Malgré tout, les disponibilités céréalières du bassin en 2011 sont nettement supérieures à celles de 2010 et à la moyenne.

Les stocks paysans au cours de l'année 2010 étaient faibles en raison des mauvaises productions de 2009. Mais grâce aux bonnes productions de la campagne 2010/2011, ces stocks se sont largement améliorés. La crise alimentaire de 2009/10 a occasionné un fort taux d'endettement des producteurs dont certains peinent à rembourser. Seulement malgré ces dettes, les producteurs semblent détenir encore du stock destiné soit à leur propre consommation alimentaire (au Sahel), soit à la vente dans l'espoir d'obtenir des meilleurs prix (dans la zone soudanienne du Bénin, du Nigeria et du Tchad).

En ce qui concerne les stocks commerçants, beaucoup de commerçants notamment nigériens ont déclaré ne pas détenir d'importants stocks cette année malgré que leurs stocks de report soient en général à un niveau inférieur à la moyenne. La raison principale est qu'ils anticipent une demande plus faible cette année compte tenu des bonnes productions générales engrangées un peu partout dans le bassin. Ailleurs, au Tchad notamment, la raison avancée est relative aux incertitudes qui entourent le marché avec notamment les interventions des gouvernements qui pourraient interdire les exportations ou fixer les prix.

Les stocks institutionnels (publics, donateurs et coopératifs) ont également été épuisés en 2010 mais ils bénéficient actuellement d'une attention particulière des pouvoirs publics et des donateurs pour leur reconstitution.

En revanche, les marchés fonctionnent normalement. L'offre actuelle est régulière et calibrée au rythme de la demande sur tous les marchés visités. La demande du Niger reste normale par rapport aux exigences habituelles venant de ses commerçants. Cette demande nigérienne demeure faible par rapport à 2009/2010, ce qui explique la faiblesse des stocks sur les marchés transfrontaliers. La demande du Nigeria quant à elle reste encore très faible sur les marchés visités. La grande période de commercialisation, consécutive à la période des récoltes où les producteurs assurent l'essentielle de l'offre, est pratiquement terminée dans toutes les régions visitées. Les composantes de l'offre varient selon les produits et selon les marchés.

Le prolongement de la campagne 2010 et la maturation échelonnée dans le temps ont affecté le fonctionnement des marchés avec des prix qui sont restés en général au dessus des moyennes saisonnières malgré les bonnes récoltes. Certaines nouvelles récoltes comme le sorgho sont arrivées timidement sur les marchés au moment où les commerçants ne s'activaient pas comme avant pour constituer des stocks en vue de répondre ultérieurement à la demande des populations déficitaires qu'ils jugent faible cette année dans les marchés traditionnels notamment à l'extrême Nord du Nigeria, au Niger et au Tchad.

Il y a globalement un équilibre précaire entre l'offre et la demande sur les différents marchés. Il s'en suit une évolution disparate des prix avec tantôt des baisses, des stabilités et même des hausses selon les marchés et les produits et en fonction de l'issue de la campagne pour le produit considéré. Sur le plan quantitatif, l'offre sur les marchés de consommation, de regroupement et de transit, est globalement faible cette année comparativement à l'année dernière à la même période. L'amplitude de cette baisse de l'offre varie selon les

produits et les acteurs opérant sur les différents marchés. Parmi ces acteurs on peut citer surtout les producteurs dont la mise en marché est encore timide pour des raisons diverses (séchage des produits, attente des prix plus élevés, gestion des risques, etc.) et les commerçants qui sont prudents sur les perspectives de la demande cette année.

Contrairement aux années antérieures, il n'y a aucune mesure cette année entravant ou allant dans le sens d'entraver le commerce céréalier dans le bassin Est, exception faite du Tchad qui a interdit la sortie de son bétail pour l'exportation. Des flux réguliers mais moins intenses, de céréales sèches à l'image de la faiblesse de la demande se font des zones excédentaires vers les zones déficitaires. Bien qu'ils soient de faible intensité, ces flux latéraux se sont substitués aux flux transfrontaliers qui demeurent très actifs pendant les années déficitaires. Il est observé cette année une absence de flux du maïs du Bénin vers le Nigeria et une augmentation des flux de maïs du nord vers le sud Bénin notamment en direction du marché de Dantokpa à Cotonou.

Les prix pratiqués dépendent des produits :

- Maïs : prix en baisse par rapport à février 2010 dans le bassin, sauf au Bénin et sur les marchés proches du Bénin situés au Niger et au Nigeria ;
- Mil et sorgho : prix également en baisse par rapport à février 2010 dans le bassin, sauf à l'extrême centre nord du Nigeria et au centre du Niger ;
- Niébé : prix en nette baisse par rapport à 2010, excepté dans l'Etat du Niger au Nigeria et à Torodi au Niger. Les baisses atteignent 40 à 50 pourcent au nord-est du Nigeria et à l'est du Niger.

Au Tchad, les prix des céréales en février 2011, sont nettement plus bas que ceux de l'an dernier mais aussi que ceux de la moyenne à la même période suite à une mesure gouvernementale fixant un prix plafond pour les céréales.

Les contraintes d'accessibilité aux céréales liées à la baisse des revenus chez les ménages pauvres affectés par les effets conjugués du conflit ivoirien avec la réduction des transferts des migrants (exemple de Tahoua au Niger), au dérèglement du marché bétail au Tchad, et à la baisse des activités de marché céréaliers au Nigeria (baisse de la demande) d'une part et d'autre part liées à la hausse des prix et la baisse du pouvoir d'achat chez les ménages pauvres urbains du sud du Nigeria et du Bénin, constituent actuellement les principaux facteurs d'insécurité alimentaire notés dans le bassin. En effet, malgré la stabilisation de la crise alimentaire au Niger et dans le Sahel, les mauvaises récoltes et pertes des productions enregistrées au sud du Bénin ainsi que les productions légèrement au dessus de la moyenne au nord du pays font craindre des pics de prix comme ceux observés dans bon nombre de pays en 2008 engendrant parfois des troubles sociaux. Toutefois, ces pics ne peuvent pas être de même ampleur étant donné que le prix du carburant est plus bas aujourd'hui qu'en 2008 et les réserves alimentaires des ménages sont bonnes. Les réponses à l'insécurité alimentaire devront également prendre en compte la situation nutritionnelle due aux baisses des productions agricoles et donc des aliments nécessaires à la croissance des enfants et le niveau actuel et futur de leur prix sur les marchés.

Dans ce sens, il est nécessaire de suivre l'évolution de la disponibilité du stock paysan et les conditions de son déstockage progressif. Par ailleurs, dans le cadre des perspectives de la campagne 2011, il est important de suivre les modifications d'assolement qui pourraient subvenir en faveur du coton et au détriment du sorgho et du maïs à cause des prix intéressants du coton qui passeraient de 200 à 250fcfa/kg par exemple au Bénin pour la campagne 2011 et pour laquelle les paysans manifestent un intérêt certain d'après ceux d'entre eux rencontrés.

En ce qui concerne le bétail, globalement, les prix enregistrés en février 2011 sont plus élevés que ceux de l'an dernier à la même période sauf au Tchad où le prix des bovins de février 2011 est inférieur à celui de février 2010 à cause de l'interdiction des exportations. Toutefois, les prix des petits ruminants (ovins et caprins) très utiles pour la sécurité alimentaires des ménages pauvres, sont partout en hausse, même au Tchad. Les termes de l'échange sont favorables aux éleveurs suite à la hausse du prix du bétail mais aussi à cause de la baisse du prix des céréales.

Les mois prochains, la soudure pastorale va débiter dans la zone et le prix du bétail va connaître une baisse saisonnière au moment où le prix des céréales sera en hausse. Cependant, même si les prix du bétail pourraient connaître une baisse les mois prochains, ils vont probablement se maintenir au dessus de ceux de 2010 et à la moyenne des cinq dernières années avec un bon niveau des pâturages et une remontée du cheptel au Nord dans la zone pastorale. Par ailleurs, les termes de l'échange bétail/céréales seront plus favorable cette année aux éleveurs du bassin comparativement à la moyenne et à l'an dernier sauf au Tchad si les prix des céréales remontent fortement à partir du mois d'avril malgré la mesure de prix plafond du gouvernement quand l'offre des producteurs sera faible et la demande des ménages plus importante.

I. Introduction

Du 28 janvier au 28 février 2011, une mission conjointe CILSS, FEWS NET et PAM a séjourné au Bénin, au Niger et au Nigeria. Elle était constituée de Monsieur Ibrahim Laouali, Représentant Régional pour les Marchés de FEWS NET, Monsieur Peter Makere de FEWS NET Nigeria, Monsieur Abdallah Samba, Représentant CILSS/AGRHYMET, Monsieur Lawan Tahirou, VAM/PAM Niger et Monsieur Sylvain Akpankakou, PAM/Bénin.

L'objectif de la mission est d'évaluer la situation en cours sur les marchés du Bénin, du Niger, du Nigeria et du Tchad ainsi que les perspectives de leurs évolutions avant et pendant la période de soudure 2011.

La mission a été conduite selon trois axes répartis comme suit :

- 1) Bénin- Niger- Extrême nord du Nigeria en février 2011,
- 2) Tchad en décembre 2010,
- 3) Centre et sud du Nigeria en février 2011.

Cette année, la mission du bassin Est a visité plusieurs marchés dont 20 au Nigeria, 6 au Bénin, 14 au sud du Niger en plus de 9 postes frontaliers situés sur les frontières Niger-Bénin, Niger-Nigeria, Niger-Burkina Faso et Bénin-Togo-Burkina Faso.

La liste des marchés visités avec le niveau de prix observé et la carte des flux sont joints en annexe.

Tout au long de son séjour sur le terrain, la mission a rencontré et échangé avec les principaux acteurs des marchés notamment les commerçants, les producteurs, les consommateurs, les agents de suivi des marchés, les collecteurs de taxes, les associations de gestion des marchés, l'administration et les autorités coutumières ci-joint liste nominative en annexe. Elle a aussi échangé avec les techniciens du Ministère de l'Agriculture chargés du suivi et du contrôle phytosanitaire des entrées et sorties des produits agricoles entre les pays, les douaniers et les policiers présents sur certains postes frontaliers.

Des échanges entre l'équipe de la mission et les personnes ressources rencontrées, il ressort les principales conclusions et recommandations suivantes :

II. Disponibilités alimentaires dans le bassin.

1. les productions agricoles

La campagne agricole 2010 s'est achevée globalement bonne dans le bassin Est, mais avec beaucoup d'inondations qui ont affecté tous les pays. Au Niger, au Tchad et au Nigeria, les productions ont été en général très bonnes sauf pour le sorgho à l'est du Nigeria dans les Etats de Borno, Yobé et Adamaoua à cause des inondations. Les productions ont été généralement très bonnes avec plusieurs records enregistrés dans des pays comme le Niger, le Nigeria, le Tchad etc. Hormis le Bénin où il est attendu une baisse de 20 pourcent de la production par rapport à 2009, la production est en hausse dans les autres pays : 5 pourcent au Nigeria, 60 pourcent au Niger et 68 pourcent au Tchad. Malgré que les résultats définitifs montrent une production globalement similaire en 2009 et 2010 au Bénin, le diagnostic sur le terrain est plus favorable pour de mauvaises productions au sud et moyennes au nord. Les perspectives des productions dans les pays du bassin Nigeria, Niger, Bénin et Tchad sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Productions céréalières par pays dans le bassin est.

| Pays | Nigeria | Niger | Bénin | Tchad |
|--------------------------------|------------|-----------|-----------|-----------|
| Productions Céréalières | | | | |
| Brutes 2010 en Mt | 26 885 000 | 5 264 000 | 1 527 000 | 3 395 000 |
| Brutes 2009 en Mt | 25 544 000 | 3 514 000 | 1 508 000 | 1 575 000 |
| Brutes 2008 en Mt | 25 671 700 | 4 905 200 | 1 267 600 | 1 778 800 |
| Par habitant 2010 en kg | 167 | 344 | 168 | 292 |

| | | | | |
|---|-----|-----|-----|-----|
| Par habitant 2009 en kg | 160 | 240 | 172 | 139 |
| Par habitant 2008 en kg | 199 | 343 | 149 | 199 |
| Moyenne par habitant 2004-2008 en kg | 178 | 258 | | 202 |
| Consommation humaine moyenne par habitant en kg | - | 231 | 185 | 190 |

Source: CILSS/AGRHYMET.

Au Bénin, la production a été moyenne et localement mauvaise notamment dans la zone bimodale où les pluies éparées et irrégulières de mi-mars à fin mai n'ont pas permis aux cultures de maïs de boucler convenablement leur cycle entraînant l'échec de la première saison culturale au Sud. Quant à la deuxième saison culturale au Sud, l'excès de pluies et les inondations enregistrées çà et là n'ont pas permis aux semis tardifs d'arriver à maturité pour certaines zones d'une part et d'autre part, ont endommagé gravement les greniers des paysans qui avaient déjà récolté leurs produits. Quant à la zone Nord du pays, considérée comme le grenier en terme de production et d'approvisionnement du pays et de la sous région, la seule saison culturale n'a pas bien prospéré à l'image de 2009 pour diverses raisons : l'insuffisance d'intrants disponibles et la modalité d'acquisition (paiement au comptant) exigée aux paysans, la production et la commercialisation du coton à bon prix et l'irrégularité des pluies en début de saison .

Au Niger, le record de production attendu est confirmé par les résultats définitifs de l'enquête agricole et indirectement par la très faible demande des ménages observée sur les marchés et une nette diminution des flux de céréales du Nigeria et du Bénin vers le Niger. Cette année, on assiste à une reprise des flux des zones excédentaires du Niger vers les zones déficitaires et les marchés sont approvisionnés à plus de 80 pour cent par les producteurs en février 2011 par rapport à la même période de 2010 où les marchés étaient approvisionnés à presque 100 pour cent par les commerçants.

Au Nigeria, les données prévisionnelles ont été retenues comme définitives. Toutefois, le diagnostic établi en octobre 2010 par la mission conjointe CILSS/FEWS NET et Gouvernement s'est globalement confirmé. En effet, la production céréalière a été généralement bonne à l'issue de la saison agricole mais certaines zones du nord du pays telles que le Nord Borno, le Nord Jigawa et le Nord Yobe ont enregistré des inondations qui se sont traduites par des insuffisances de production de sorgho et de riz.

Au Tchad, Suite à la publication des résultats définitifs et vu l'état des disponibilités sur les marchés, on peut dire que la campagne agricole 2010/2011 a été effectivement très bonne malgré les inondations, les attaques des chenilles mineuses des épis, des oiseaux granivores et autres ennemis de cultures dans certaines localités.

D'une façon générale, il y a eu une augmentation significative de la production de mil, de niébé et de riz cette saison dans la région, due essentiellement à la bonne pluviométrie. La production de maïs et de sorgho a été moyenne à cause des inondations et de la sécheresse qui a affecté la zone bimodale.

La situation pastorale est également très bonne dans le bassin avec un bon développement du tapis herbacé et un remplissage satisfaisant des plans d'eau qui sont restés disponibles au delà leur période habituelle grâce aux pluies qui se poursuivent jusqu'en novembre 2010 dans le bassin.

2. Les stocks

En 2010, ils ont été pratiquement épuisés en ce qui concerne les céréales et dans une moindre mesure pour le niébé. En rappel, les productions 2009 n'ont pas été bonnes partout en Afrique de l'Ouest et de manière spécifique au Sahel notamment au Niger au Tchad et à l'extrême nord du Nigeria. De très mauvaises productions de mil, de sorgho et de niébé ont été globalement enregistrées dans la région. Cela a beaucoup affecté les pays du bassin Est qui furent obligés de recourir à leurs propres stocks pour assurer leur sécurité alimentaire.

Tous les stocks (publics, coopératifs, producteurs et commerçants) ont été fortement sollicités. Les stocks publics ont été utilisés très tôt avant même la période de soudure tout comme les stocks commerçants qui ont été régulièrement mis sur le marché depuis octobre 2009 pour faire face aux besoins nés de l'important déficit qui a frappé le Niger, le Tchad et l'extrême Nord du Nigeria.

Au Bénin, bien que la production soit moyenne, les stocks détenus par les producteurs au passage de la mission sont importants car plusieurs producteurs n'ont pas encore effectué les ventes car étant occupés à la commercialisation du coton dont le prix est très rémunérateur cette année. Ils ont affirmé attendre des prix plus élevés pour procéder aux ventes de céréales car selon eux, vu les mauvaises productions de cette année au Bénin et la demande qui se fait de plus en plus expressive du Sud, les prix vont continuer à augmenter.

En ce qui concerne les stocks commerçants, ils restent assez mitigés à en croire les commerçants rencontrés. Le réseau de commerçants rencontrés à Cotonou estime que le stock actuel est largement inférieur à la moyenne d'une année normale de production à cause de l'insuffisance des produits sur les marchés ainsi que leurs prix élevés chez les paysans. A cela s'ajoute la période d'incertitude engendrée par les élections présidentielles au Niger, au Nigéria et au Bénin qui fait qu'ils n'espèrent pas une demande institutionnelle importante cette année.

Quant aux stocks institutionnels, l'Office National d'Appui à la Sécurité Alimentaire (ONASA), n'a pu constituer en 2010 que 1 578 tonnes et 2 054 tonnes respectivement en maïs et en riz paddy produits localement. Les prévisions pour 2011 sont de 6 000 tonnes en maïs, 3 000 tonnes en Riz paddy local, 100 tonnes de sorgho et 30 tonnes de gari. Mais la constitution de ce stock rencontrera des difficultés indéniables pour sa réalisation en ce qui concerne le maïs et le riz au regard de la potentielle faiblesse ou quasi inexistence du stock résiduel de 2010 au titre de la campagne de 2011.

Au Niger, les stocks détenus actuellement par les producteurs sont très importants à la faveur des bonnes productions engrangées dans le pays. De l'avis de plusieurs observateurs notamment les commerçants, les producteurs n'ont pas opéré une mise en vente importante cette année car ils ont préféré reconstituer leurs stocks de sécurité alimentaire épuisés suite à la crise de 2010. La faible demande provenant des ménages agricoles et agropasteurs explique en partie le bon niveau des stocks détenus par les producteurs. En effet, malgré le remboursement des dettes contractées pendant la période de soudure, les stocks paysans restent encore importants. De l'avis des producteurs des régions de Maradi et Zinder, les stocks disponibles en février 2011 peuvent être évalués à une moyenne de 5 à 7 mois de consommation. Des bas niveaux de stocks, soit 3 à 4 mois de couverture des besoins aliments, sont notés dans la région de Tahoua. Normalement ces stocks dans la région de Tahoua sont préservés pour être utilisés pendant les travaux champêtres, les ménages profitant des revenus de l'immigration pour assurer leur alimentation entre novembre et mai. Cette année, compte tenu du conflit ivoirien et libyen, les revenus de l'immigration ont fait défaut et les ménages vivent actuellement plus tôt que d'habitude grâce à ses stocks. On estime leur épuisement précoce avant la période habituelle de leur utilisation, juin-juillet-août.

Le stock commerçant disponible sur les marchés visités est du même niveau que celui d'une année normale. Il est constitué à 100% de céréales du Niger en ce qui concerne le mil et le sorgho et 100% de maïs importé du Bénin et du Nigeria. Fait important cette année, le stock de mil présenté sur le marché est plus important cette année contrairement à celui de maïs l'an dernier. Cependant les marchés sont moins actifs cette année à cause de la faiblesse de l'offre des céréales par les producteurs locaux qui ont préféré vendre en priorité le niébé pour lequel le prix était assez rémunérateur au moment des récoltes.

Les stocks commerçants sont favorisés par une bonne production agricole qui a permis aux commerçants de s'approvisionner principalement à partir des marchés secondaires sans recours aux importations. Les stocks commerçants varient de 50 à 5000 tonnes selon les localités et les capacités financières. Les stocks les plus importants sont observés à Maradi avec plus de 50 entrepôts. La plupart de ces quantités surtout du mil est conservée jusqu'à l'approche de la campagne hivernale, période à laquelle les prix des produits alimentaires seraient relativement élevés. Par contre, les produits des cultures de rentes (Niébé, souchet et Arachide) sont en grande partie exportés vers le Nigéria et le Ghana. L'évolution de stocks commerçants dans les chefs lieux des régions montre une stabilité du niveau de quantité pour le Maïs mais connaît une très grande variabilité selon la saison pour le Mil et le Niébé.

Dans les mois à venir, on observerait une diminution aussi bien de stocks commerçants que paysans. Toutefois, les stocks commerçants seraient renforcés par les produits importés (mil, maïs, riz) à partir des pays voisins (Nigéria, Bénin). Par contre, les stocks paysans vont s'épuiser davantage car ils vont subir une forte pression suite au retour des migrants et des transhumants.

Quant au stock national de sécurité, son niveau optimal souhaité est de 110 000 tonnes dont 80.000 tonnes de stock physique (SNS) et 30.000 tonnes de réserves financières (FSA). Le stock national de sécurité (SNS) disponible en février 2011, s'élève à 17 293 tonnes. Par ailleurs, 8 000 tonnes sont en cours de livraison. En prévision, 25 000 tonnes feront l'objet d'achats locaux ce qui portera le stock total à 50 293 tonnes cette année.

Par ailleurs, le Gouvernement du Niger dispose d'un stock propre dit stock stratégique qui est de 1507 tonnes en février 2011. Son niveau optimal n'est pas fixé et pour le moment les conditions de sa reconstitution ne sont pas définies. On se rappelle qu'en mars 2010, ce sont 60 000 tonnes de céréales qui ont été prélevées dans ce stock et vendues à prix modéré ce qui avait permis en son temps de stabiliser les prix sur les marchés pendant tout le reste de la période de commercialisation.

D'autres stocks d'utilité publique sont détenus par les banques céréalières et le PAM. La situation des stocks des banques céréalières n'est pas connue par contre le stock détenu par le PAM en février 2011 est de 13 424 tonnes.

Ainsi, on peut espérer que si ces prévisions d'achats se réalisent, les institutions disposeront d'outils pour juguler une éventuelle flambée des prix ou rupture d'approvisionnement dans les zones isolées.

Au Nigeria, la National Food Reserve Agency a porté sa capacité de stockage à 2 750 000 tonnes métriques. En 2010 elle n'a pu reconstituer que 130 000 MT sur un programme d'achat de 194 000 MT. En 2011, l'agence a fixé ses objectifs à un niveau plus bas de 95 000 MT pour juste débiter les achats. Cela est consécutif à une prévision de faible demande des ménages sur le marché et à une non disponibilité suffisante de fonds au niveau de l'agence. Sur un autre plan, le Gouvernement ne projette pas acheter du sorgho blanc cette année pour ne pas enflammer les prix car sa production est en dessous de la moyenne à cause des inondations.

Par ailleurs, les stocks marchands qui étaient généralement élevés à la récolte en Octobre et Novembre sont faibles cette année. La forte demande sur les marchés du Nigeria, consécutive à la crise de 2010 au Niger, a épuisé une grande partie de ces stocks et les prix élevés couplés à une rétention des stocks par les producteurs n'ont pas facilité leur reconstitution. D'autres facteurs comme les attentes d'une demande moins forte cette année au regard des bonnes productions généralisées dans la région et des projections bénéficiaires moins prometteuses par les commerçants, n'ont pas poussé ces derniers à chercher des crédits pour constituer des stocks.

Par contre, les stocks de niébé et de sorgho sont en plein processus de reconstitution eu égard aux attentes des commerçants pour un marché assuré pour ces denrées à cause de la demande des ménages et des industries du sud du Nigeria.

Au Tchad, le niveau actuel du stock de sécurité alimentaire exception faite de la ville de N'djamena est de 3 506 tonnes, toutes céréales confondues. Les actions programmées et en cours sont :

- la reconstitution du stock de céréales par les achats directs à travers des marchés gré à gré de 30 000 tonnes sur financement du budget état.

- l'achat de 8 030 tonnes de produits alimentaires enrichis (Biscuits, lait farine de blé) auprès de SOMDIAA pour atténuer la malnutrition (financement Présidence de la République).

- la réception de 5 000 tonnes de sorgho provenant d'un don de la République Fédérale du Nigeria au Tchad.

Il est aussi prévu que les produits des ventes subventionnées (3 045 000 000 frs) serviront à compléter le fonds d'acquisition et le transport de 30 000 des céréales prévues, dans les différents entrepôts.

Situation actuelle des marchés

Actuellement, on peut dire que les marchés fonctionnent normalement. La grande période de commercialisation, consécutive à la période des récoltes où les producteurs assurent l'essentielle de l'offre, est pratiquement terminée dans toutes les régions visitées, excepté au Bénin où le maïs qui doit être commercialisé n'est pas encore égrené par plusieurs producteurs à cause des revenus tirés de la vente du coton et au nord-est du Nigeria où la récolte de sorgho n'était pas encore achevée à cause du prolongement de la campagne. Les composantes de l'offre varient selon les produits et selon les marchés.

Au Tchad aussi, jusqu'en début janvier 2011, certaines productions de sorgho et mil n'ont pas été récoltées dans les zones de productions du Sud à cause du prolongement de la campagne et cela a beaucoup engendré des conflits avec les éleveurs transhumants.

Malgré tout, il y a globalement un équilibre précaire entre l'offre et la demande sur les différents marchés. Il s'en suit une évolution disparate des prix avec tantôt des baisses, des stabilités et même des hausses selon les marchés et les produits et en fonction de l'issue de la campagne pour le produit considéré.

L'amplitude de ces évolutions varie selon les produits dépendamment des forces présentes opérant sur les différents marchés. Ces forces sont essentiellement composées de producteurs dont la mise en marché est encore timide pour des raisons diverses (séchage des produits, attente des prix plus élevés, mauvaise production, etc.) et les commerçants qui sont prudents sur les perspectives de la demande de cette année.

En revanche, les marchés fonctionnent normalement. L'offre est au dessus de la moyenne sur tous les marchés visités. Les disponibilités se situent également dans la même limite de l'offre. La demande du Niger reste normale par rapport aux exigences habituelles venant de ses commerçants. Par contre, la demande du Nigéria reste encore très faible sur les marchés visités.

L'offre et la demande

L'offre est bonne sur tous les marchés visités mais les marchés ne sont pas très actifs comme l'an dernier à cause des faibles achats des commerçants, de la faible demande des ménages et de la rétention des stocks par les producteurs. Elle peut évoluer rapidement à la baisse si les paysans ne déstockent pas assez leurs produits. Les disponibilités restent encore très moyennes au Bénin mais au dessus de la moyenne dans les autres pays. Au Bénin, le déficit au Sud, dû à l'échec des deux saisons culturales, occasionne une demande pour la consommation humaine légèrement au dessus de la moyenne par rapport à la même période de 2009.

Par contre, la demande du Niger sur les marchés de Malanville et alentours reste stable, comparée à une période normale de transaction de flux céréalier entre les deux régions. En ce qui concerne le Nigéria, sa demande sur les marchés de Nikki et alentours s'est révélée faible selon les producteurs et les commerçants rencontrés.

A. L'offre

Globalement l'offre des céréales sur les marchés est plus satisfaisante moins contraignante qu'à la même période de l'année passée. Cette offre peut se maintenir avec la normalisation des flux entre les pays et l'installation de la campagne au sud des pays côtiers. Elle sera également renforcée avec la contre saison prometteuse dans le bassin. Cela va renforcer les disponibilités sur les marchés et contribuer à la stabilité des prix ou à leur chute éventuelle dans les marchés situés dans les zones de production.

D'une manière générale, une faiblesse de l'offre durant les récoltes a été notée au niveau des céréales. Cela est imputable essentiellement aux comportements qu'ont eu les acteurs du marché notamment l'attentisme des producteurs qui voulaient bénéficier des prix intéressants mais surtout à cause de l'échelonnement des récoltes à cause de la prolongation des pluies. Ce comportement a été plus vécu dans la zone soudanienne où le cycle de production est plus long. Par contre dans le Sahel, au Niger et au Tchad où l'agriculture de subsistance domine encore, c'est le bon prix du niébé et de l'arachide qui a contribué à la rétention de stocks

par les producteurs locaux dans ces pays. Ils ont mis en priorité les légumineuses sur les marchés et garder les céréales pour leur propre sécurité alimentaire.

Au passage de la mission, l'offre en mil/sorgho au Niger est assurée à environ 100% par les producteurs locaux. Les importations du Nigeria sont pratiquement absentes.

Sur les marchés du Nigeria, l'offre des producteurs n'a pas significativement augmenté par rapport à l'année passée malgré les bonnes productions enregistrées. Ceci conforte l'idée de l'importance des stocks paysans.

Le maïs dont l'offre au Niger est essentiellement d'origine importée est disponible sur les marchés. Selon certains commerçants, le maïs du Bénin qui constitue la plus grande partie est concurrencée par le maïs du Nigeria mais le remplissage du sac n'est pas identique.

Le niveau de l'offre de niébé est plus important que celui de l'année passée et est assurée par les producteurs.

D'une manière générale on peut retenir que :

Sur les marchés de collecte du Bénin :

- Une offre moyenne du maïs inférieure à celle de 2010 à cause des inondations et de l'extension de la culture du coton ;
- Une restriction de l'offre des producteurs au Bénin espérant gagner plus en période de soudure ;

Sur les marchés du Niger :

- la prédominance du mil du Niger sur les marchés ;
- Une baisse du stock du maïs importé due à une faible incitation : augmentation du coût de transfert et la diminution de l'offre paysanne sur les marchés de collecte notamment du Burkina Faso;
- une réactivation des flux latéraux Est – Ouest suite à bonne production ;

Sur les marchés du Nigeria :

- une augmentation significative du stock des produits locaux malgré les inondations dans certains Etats ;
- une relative augmentation du stock dans les zones de production ;
- un flux très faible en provenance des zones d'excédents commercialisables en direction des marchés transfrontaliers ;
- une relative baisse du stock de riz local et de maïs dans les zones affectées par les inondations ;

Sur les marchés transfrontaliers :

- une baisse des stocks des produits destinés aux marchés du Niger en raison d'une demande du Niger restée très faible ;
- la présence de tonnage important du niébé nigérien sur les marchés transfrontaliers ;
- une sortie de mil du Niger annoncée dans certains marchés (Maï Adua, Maï Gatari) mais non enregistrée par les postes phytosanitaires vers le Nigeria particulièrement quand la naira s'apprécie et que le différentiel de prix est favorable pour l'opération;

- Les marchés transfrontaliers sont globalement en deçà de leur capacité normale de stockage d'environ 1500 à 2000 tonnes ;
- Une baisse des prix des produits de base par rapport à leur niveau de 2010 ;
- un flux très faible en direction des marchés du Niger (seulement 20% de son niveau normal)

B. La demande

Elle est faible cette année dans le bassin à cause de la faiblesse de la demande des ménages et de celle des commerçants et des institutions qui anticipent une faible demande des ménages dans les mois prochains.

Au Niger, on note globalement :

- En février 2011, une demande de consommation relativement faible en raison de l'amélioration du stock paysan issu de la campagne 2010 et la baisse des revenus issus des transferts (des migrants vivant en RCI, en Libye et au Nigeria), et des revenus de la vente des produits maraichers dont les prix sont très élevés et les récoltes très mauvaises (inondations) ; Toutefois les récoltes des produits maraichers vont se poursuivre jusqu'en Avril 2011 à cause de la bonne disponibilité des eaux contrairement à l'année passée.
- La non effectivité des achats commerçants notamment pour les céréales en raison de l'incertitude sur les perspectives de l'évolution des prix et de la demande ;
- une fluctuation des prix depuis la récolte en raison de l'instabilité de la demande des commerçants ;
- mais une augmentation de demande est attendue à partir du mois de mai période qui correspond au retour des migrants et des transhumants;

Au Nigeria, les perspectives de la demande sont également faibles probablement à cause des élections pour la demande institutionnelle et industrielle et des bonnes productions pour la demande des ménages.

Cela est renforcé par :

- une baisse des prix des produits de base (mil, sorgho, maïs) sur les marchés de collecte par rapport à leur niveau de 2010 ;
- une demande relativement faible ;
- Cependant, on note une mauvaise production du sorgho au nord est mais elle sera sans impact majeur sur les approvisionnements des marchés et la satisfaction des besoins.

Au Bénin, il a été noté :

- une forte augmentation cette année de la demande du sud du pays qui consomme une grande partie du maïs produit dans le nord et le centre du pays. L'accroissement de cette demande est le résultat des mauvaises au sud suite à la sécheresse pour la première saison et les inondations pendant la petite saison ;
- Il s'en suivi une demande pressante sur les marchés de collecte des zones excédentaires du centre et du nord à cause des demandes en provenance des régions du sud Bénin et du Niger mais avec une moindre intensité du côté du Niger et une plus forte intensité de la demande du sud du Bénin.

- La demande du Nigeria aussi pressante que celle du Niger en 2010 n'est pas présente cette année en ce qui concerne le maïs. En fait, les Nigériens venaient chercher le maïs au Bénin, le font remonter au Nord pour approvisionner le Sud du Nigeria et le Niger. Cette année ceci n'est pas nécessaire compte tenu des bonnes productions au Niger de mil au Niger et de toutes les céréales au Nigeria ;
- Une augmentation du coût de transfert (perception d'une taxe communale sur le marché au Bénin, augmentation du coût de transport à cause de l'augmentation coût du carburant) ;
- Un équilibre précaire de court terme entre l'offre des producteurs de la région du Borgou et la forte demande ;
- Une inquiétude de l'augmentation de la demande en provenance du sud du pays encore relativement faible et de l'augmentation saisonnière de la demande des pays limitrophes.

C. Les flux

- **Les flux de céréales**

Les circuits commerciaux des céréales sont redevenus normaux par rapport à leur fonctionnement habituel en année normale après des dysfonctionnements atypiques observés l'année passée à la même période. Les flux latéraux entre les zones excédentaires du Sahel et leurs zones déficitaires ont pris le pas sur les flux Sud-Nord.

Les transferts à travers les grands et longs flux sont faibles cette année. Il n'y a que les flux capillaires qui se font de proche en proche entre les marchés. Seules les exportations de niébé du Niger vers le Nigeria et le Ghana qui ont repris normalement, se font à travers des flux longs.

Les flux de mil et de sorgho du Nigeria vers le Niger ne sont pas très significatifs cette année contrairement à l'an dernier à la même période.

Selon les axes et sur la base des informations collectées auprès des commerçants, des associations des commerçants et des responsables des postes de contrôle phytosanitaires, les quantités échangées actuellement se présentent comme suit :

- **Axe Malanville au Bénin vers les marchés du Niger** : Ces flux composés essentiellement de maïs et de gari sont redevenus normaux comparativement à l'intensification et le niveau élevé qu'ils avaient connu en 2010 à la même période. Cela est dû aux bonnes récoltes obtenues cette année au Niger, ce qui a conduit à une baisse de la demande. De 1500 à 2000 tonnes par semaines évalués en février 2010, ces flux sont descendus à moins de 500 tonnes par semaine en février 2011. Le flux vers le centre et le nord du Niger sont devenus très faibles cette année. Les principales raisons explicatives de cette situation sont les bonnes récoltes et l'entrée cette année du maïs du Nigeria jusqu'aux marchés du centre-ouest du Niger (marché de Boureimi) qui, en 2010 étaient uniquement approvisionnés en maïs venant du Bénin.
- **Axe Nikki au Bénin vers le Nigeria** : il porte sur le soja, le maïs et l'igname ; les flux de soja se sont maintenus et se sont étendus avec les autres marchés comme Parakou et en direction du Nigeria via Cotonou. Ils sont du même ordre que l'an dernier tout comme ceux de l'igname, des cossettes et du gari. Par contre les flux de maïs et de sorgho sont devenus très faibles cette année en direction du Nigeria car contrairement à 2010, aucune présence de commerçants nigériens n'est signalée sur les marchés de ces produits. Seulement quelques commerçants béninois achètent ces produits les exportent au Nigeria. Les quantités exportées se situent entre 30 et 50 tonnes par semaines contrairement à 100 à 150 tonnes l'an dernier;
- **Axe Tanguieta (Bénin)-Togo-Burkina-Niger** : cet axe n'a pas été visité en 2010 mais oui en 2011 à cause du rôle important qu'il a joué en 2010 dans l'approvisionnement en maïs de l'Ouest du Niger (Torodi), du Togo (riz étuvé et gari qui sont par la suite exportés au Ghana), du Burkina Faso et du Niger en igname. La production de maïs a été mauvaise cette année dans la zone. Suite à cela, des

restrictions de flux sont notées dans la zones mais elles sont plus liées à la volonté des autorités locales notamment les municipalités qui cherchent des entrées financières pour leur fonctionnement. Les principaux flux sont de 100 tonnes par semaine pour l'igname en direction du Niger et du Burkina Faso ; le maïs avec 100 à 150 tonnes par semaine en direction du Niger ; De fortes inquiétudes existent sur les approvisionnements de maïs sur les 6 prochains mois avant les prochaines récoltes ;

- **Axe Illela au Nigeria et Konni au Niger:** ravitaille les régions de Tahoua et Agadez au Niger. Les quantités échangées sont moins importantes cette année: mil: 15 tonnes en février 2011 contre 400 tonnes par semaine en février 2010; maïs: 5 tonnes par semaine cette année contre 200 tonnes/semaine; sorgho: 10 tonnes contre 300 tonnes/semaine en 2010. Ces flux se font au jour le jour contre des flux réguliers et soutenus toute la semaine en 2010. Cela confirme les bonnes productions enregistrées cette année au Niger. Toutefois, les commerçants sur les marchés d'entrée au Niger (Konni et Badaguichiri) ont indexée un faiblesse de la demande cette année qui habituellement est soutenue grâce aux transferts des migrants en Cote d'Ivoire, en Libye et au Nigeria. Cette année, ces transferts sont pratiquement inexistants et les ménages consomment leurs propres stocks qui risquent d'être épuisés en avril-mai;
- **Axe Jibya, Mai Gatari, Mai Adua Nigeria- Dan Issa, Maradi, Magaria, Matameye, Zinder** au Niger: ravitaille Maradi, Tahoua, Agadez, Zinder, Dosso et Niamey au Niger. Les flux concernent cette année essentiellement le mil, un peu de maïs et très peu de sorgho. Les flux de mil sont descendus en février 2011 à moins de 1500 tonne par semaine contre 3500 tonnes par semaines sur les 3 corridors l'an dernier à la même période. Les flux de maïs très importants l'an dernier avec plus de 1500 tonnes par semaines ont baissé à environ 500 tonnes par semaine. Les flux de sorgho n'ont pas encore débuter en février 2011 à cause certainement des récoltes qui ne sont pas totalement terminées dans les principales zones de production. Ces flux vont probablement augmenter à partir du mois d'avril quand la demande des zones déficitaires du Niger sera plus importante. Toutefois, il est à craindre que la forte augmentation du prix du carburant qui est passé de 100 naira par litre en février 2010 à 150 naira par litre en février 2011 ne soit un handicap pour ces flux car le prix du transport entre Kano et Maradi est déjà passé de 12 frs le kilogramme en 2010 à 20 frs le kilogramme en 2011;
- **Axe Damassak au Nigeria- Diffa au Niger:** Il approvisionne la région de Diffa en mil essentiellement. Sur cet axe également les flux ont beaucoup chuté cette année. Ils se résument à quelques camionnettes par semaines soit moins de 30 tonnes par semaines contre 70 MT/semaine en février 2010 ;
- **Axe Tchad – Nigeria :** Cet axe voit le passage du poisson et du maïs via le Niger, le bétail directement du Tchad via Gamburu et Mubi au Nigeria et aussi des produits alimentaires et industriels du Nigeria vers le Tchad. Au nord-est du Nigeria, dans le Bornou, le Tchad assure 60 pourcent des approvisionnements du marché bovin, le Cameroun 20 pourcent et les producteurs locaux nigériens 20 pourcents. Ainsi, des commerçants rencontrés à Maiduguri ont affirmé que cette interdiction a eu un impact sérieux sur l'offre locale de bétail. D'une capacité de 40 camions de 30 têtes par jour (soit plus de 1000 têtes par jour), le trafic est aujourd'hui réduit à seulement 2 à 3 camions par jour (soit 100 têtes par jour). L'interdiction vient d'être levée le 14 février 2011 mais jusqu'au 22 février 2011, l'information n' a pas atteint les marchés frontaliers et les effets de la levée ne sont pas encore perceptibles sur le terrain.

La carte en annexe 1 donne les flux actuels et les ajustements intervenus dans ces flux cette année.

- **Les flux de bétail**

Pour le bétail, des mesures ou pratiques anormales visant la limitation des flux ont été signalées au Tchad. Malgré les interdictions, les sorties de bétail se font mais avec des nombres très limités. Cependant, les taxes ont augmenté et il y a beaucoup de pertes d'animaux à cause des saisies opérées par les douaniers tchadiens et les mortalités par manque d'eau et de pâturages. L'augmentation des taxes est passée de 2800 frs avant la mesure à 8000 frs par tête de bovin après la mesure. Globalement la situation du commerce du bétail peut être résumée comme suit par le tableau ci-dessous :

Tableau 2 : Impacts de l'interdiction des exportations du bétail à partir du Tchad.

| | Sans la mesure du gouvernement tchadien | Avec la mesure du gouvernement tchadien |
|---|---|---|
| Flux moyens journaliers de bovins | 1000 têtes | 100 têtes |
| Taxes perçues par le Tchad (CFA/tête) | 2800 frs | 8000 frs |
| Taxes perçues par Le Nigeria (CFA/tête) | 650 frs | 650 frs |
| Prix moyen d'un bovin adulte de 5 ans à Maiduguri | 280000 frs | 495000 frs |
| Animaux bloqués à la frontière | 0 | 17 000 têtes en fin février 2011 |
| Animaux saisis suite aux fraudes | Insignifiants | 2000 têtes en février 2011 |
| Animaux morts par commerçants | Insignifiants | Jusqu'à 150 têtes |

Le nombre d'animaux saisis et le nombre d'animaux bloqués à la douane tchadienne montre la volonté et la persistance des commerçants tchadiens à fréquenter le marché du Nigeria vu le niveau élevé des prix. Les commerçants rencontrés souhaitent le retrait de la mesure mais l'Etat peut par la suite fixer les taxes de sortie à n'importe quel niveau souhaité.

Dans les autres pays, il n'y a pas eu formellement de perturbations dans la circulation des produits. Mais avec la crise ivoirienne, les flux de bétail se sont réorientés vers le Nigeria via le Niger et le Bénin. On observe une saturation des marchés avec une baisse de prix qui va probablement se poursuivre au fur et à mesure que l'embonpoint des animaux va se dégrader.

D. Adéquation offre/demande

L'adéquation est acceptable actuellement avec la fin des récoltes et la reprise de la commercialisation des céréales par les producteurs après celle des cultures de rente notamment le coton, l'arachide et le niébé. Avec la rétention des stocks opérée par les producteurs et l'échelonnement des récoltes de cette année, l'offre n'a pas été assez importante pour pousser fortement les prix à la baisse au moment habituel des récoltes (octobre-novembre-décembre). D'un autre côté, le fait que la demande n'a pas été forte tant du côté des ménages que des commerçants, les prix, bien qu'ayant connu une hausse précoce dès novembre 2010, n'ont pas beaucoup augmenté au point d'inquiéter la sécurité alimentaire des ménages déficitaires notamment au Sahel. Il s'en est suivi un équilibre précaire sur les marchés céréaliers avec des prix évoluant à la hausse ou à la baisse en fonction des forces en présence.

Cependant, dans la zone Sud du Bénin, il y a une rupture nette de cet équilibre avec une demande plus forte que l'offre pour le maïs. Ainsi la hausse du prix du maïs est importante à cause non seulement de la pression de la demande mais aussi à cause de la gestion de l'offre opérée indirectement par les femmes commerçantes à cause de la limitation de leur capital et des capacités de stockage sur le marché de Dantokpa.

Les prix

Les prix des produits agricoles

L'évolution des prix est globalement stable avec quelques baisses notamment sur les marchés frontaliers du Nigeria et du Bénin comparativement à leur niveau de janvier 2011. Cette tendance pourra se maintenir jusqu'en avril 2011, période durant laquelle l'évolution des prix peut afficher une tendance marquée à la hausse suite à :

- des augmentations de la demande de maïs quand l'offre des tubercules sera en baisse (normalement à partir d'avril, début de la soudure au Sud Nigeria et Sud Bénin) ;

- l'augmentation de la demande au Niger, à l'extrême Nord du Nigeria et au Tchad avec la baisse continue des stocks des ménages, le retour progressif des populations déplacées du Niger et la fin des apports des cultures de contre saison.

Une analyse approfondie du fonctionnement des marchés suite à la campagne 2010 dans le bassin montre trois types de zones :

- les zones fortement excédentaires (Nigeria, Tchad et Niger),
- les zones moyennement excédentaires (centre et nord du Bénin) ;
- les zones déficitaires (sud du Bénin).

Cela induit trois types d'évolutions de prix.

1.) Au Bénin où les récoltes de céréales de maïs ont été moyennes à localement mauvaises, les prix sont plus élevés que la moyenne et ceux de 2010 du fait de la forte demande entre les zones moyennement excédentaires du Nord et les zones déficitaires du Sud, et d'autre part les échanges entre les zones moyennement excédentaires et les zones structurellement déficitaires du Niger qui apprécient fortement la bonne qualité du maïs béninois.

Actuellement, la tendance des prix du maïs est à la hausse sur les marchés du Bénin comparativement à leur niveau de décembre 2010. Cette tendance pourra se maintenir jusqu'en avril 2011, période durant laquelle l'évolution des prix peut afficher un autre pic avec une demande de plus en plus forte qui se occasionnée par :

- des augmentations de la demande de maïs quand l'offre des tubercules sera en baisse (normalement à partir d'avril, début de la soudure au sud du Nigeria et du Bénin) ;
- l'augmentation de la demande au Niger et au nord du Nigeria avec la baisse continue des stocks des ménages.

La régularité des flux qui sera assurée par les bons stocks détenus par les producteurs et la faiblesse de la demande de maïs au Niger doivent permettre de garder le prix du maïs dans une fourchette normale au Bénin. Normalement, si rien ne vient perturber les marchés, on ne doit pas assister à des hausses exagérées de prix dans ce contexte. Par contre, la situation au Nigeria est à suivre de très près avec une fausse illusion d'accalmie notamment si le prix du maïs s'envole et devient très attractif sur le marché international.

2.) Au Niger et au Nigeria, les prix des céréales sont en baisse par rapport à l'an dernier mais en général plus haut que la moyenne des cinq dernières années à la même période. On note particulièrement une baisse des prix des produits de base (mil, sorgho, niébé) sur les marchés de collecte notamment au Niger par rapport à leur niveau de 2010, suite aux productions records de 2010.

Le mil : la demande est faible et les prix varient continuellement selon l'état de l'offre et de la demande sur les marchés. Toutefois, au Niger, la tendance des prix pourrait être en nette hausse à partir d'avril à cause de la forte demande des ménages liée à l'épuisement progressif des stocks paysans et des retours des migrants et transhumants. . Cependant aucune flambée de prix n'est en perspective compte tenu des bonnes disponibilités de 2011.

Le sorgho : son marché est toujours actif à cause de la demande des brasseries du Nigeria. Les disponibilités sont en baisse cette année à cause des inondations qui ont touché les principales productions au Nigeria, au Niger et au Bénin. Comme les achats institutionnels du Nigeria seront suspendus cette année pour le sorgho compte tenu de l'état des disponibilités, le prix de sorgho ne sera pas très élevé à cause de l'existence de substitut comme le mil et le maïs pour la consommation humaine.

Le maïs : la production a été bonne au Nigeria et il existe aussi d'importants stocks de report. Par ailleurs, la demande est faible au Niger. De ce fait les prix vont faiblement augmenter car les stocks détenus par les producteurs sont actuellement important.

En ce qui concerne le niébé, les bonnes productions de cette année et l'absence de mesures sur son commerce ont engendré une tendance des prix très variable selon les marchés dépendamment de l'offre et de la demande. Les prix qui étaient très élevés sur les marchés de consommation du sud du Nigeria sont actuellement en baisse tandis qu'ils sont en hausse depuis janvier 2011 dans les zones excédentaires où ils ont subi une forte baisse au moment des récoltes. La tendance est vers la recherche d'un équilibre adéquat entre les différents marchés avec un prix suffisamment rémunérateur pour les producteurs mais aussi facilitant l'accès pour les consommateurs.

3.) Au Tchad, les prix sont plus bas que ceux de l'an dernier et plus bas que la moyenne. La situation des prix des céréales et du bétail demeure entretenue par les mesures prises par le gouvernement à travers la fixation des prix des denrées de base et les interdictions des sorties de bétail et des céréales de base locales. La méfiance des commerçants au niveau des filières céréales et bétail a souvent suscité une résurgence des marchés parallèles accentuant le coût des transactions qui se répercute sur celui de la consommation. En date du 14 février 2011 par un message de la Présidence de la République l'interdiction du bétail est levée hormis la sortie des femelles. Cela permettra d'améliorer les revenus et l'accessibilité aux céréales des éleveurs tchadiens.

Les annexes 3 et 4 montrent les variations des prix des céréales et du niébé en février 2011 comparativement à février 2010 sur différents marchés visités dans le bassin.

Le marché du bétail

Il ressort que les prix de vente des animaux se sont beaucoup appréciés sur les marchés sahéliens à cause d'une demande toujours soutenue en provenance des pays côtiers et une normalisation de l'offre comparativement à la sufrage de 2009 consécutive au déficit fourrager.

Globalement, les prix enregistrés en février 2011 sont plus élevés que ceux de l'an dernier à la même période sauf au Tchad où le prix des bovins de février 2011 est inférieur à celui de février 2010 à cause de l'interdiction des exportations. Toutefois, les prix des petits ruminants (ovins et caprins) très utiles pour la sécurité alimentaires des ménages pauvres, sont partout en hausse, même au Tchad.

Depuis la fin du mois de janvier 2011 on assiste à une baisse sous les effets conjugués de la normalité mais surtout de la faiblesse de la demande suite à une saturation des marchés.

Même si les prix pourraient connaître une baisse durant les mois prochains, ils vont probablement se maintenir au dessus de ceux de 2010 et à la moyenne des cinq dernières années avec les bonnes disponibilités de pâturages de 2011 et une remontée du cheptel au Nord dans la zone pastorale.

Le tableau ci-dessous présente les prix moyens de différentes espèces animales au Niger, au Tchad et au Nigeria au niveau des marchés visités, en francs CFA.

Tableau 3 : Prix moyens des animaux et aliments de bétail dans le bassin est

| | Niger (Prix en FCFA) | | Nigeria (Prix en Naira) | | Tchad (Prix en FCFA) | |
|--|----------------------|-------------------|-------------------------|--------------|----------------------|--------------|
| | Février 2011 | Février 2010 | Février 2011 | Février 2010 | Février 2011 | Février 2010 |
| Bouc | 28 480 | 24 297 | 4 000 | 3 000 | 22 000 | 18 000 |
| Bélier | 57 132 | 45 562 | 8 000 | 6 000 | 47 000 | 38 000 |
| Taureau | 278 736 | 249 525 | 42 000 | 35 000 | 185 000 | 205 000 |
| Sac 50 kg de Son de blé, sorgho, mil (douts) | 6 000-7 000 | 8 000- 11 000* | 2 000 | 900 | - | - |

Source : FEWS NET Niger, Nigeria et Tchad.

NB : Les catégories des animaux peuvent ne pas être comparables d'un pays à un autre.

Les termes de l'échange sont favorables aux éleveurs suite à la hausse du prix du bétail mais aussi à cause de la baisse du prix des céréales comme le montre le tableau 4. Contrairement aux bovins, dont le commerce est plus affecté par les interdictions d'exportations, le marché des petits ruminants, plus important pour la sécurité alimentaire des ménages, n'a pas été perturbé par la mesure gouvernementale ce qui permet aux éleveurs tchadiens de bénéficier de bons termes de l'échange

Tableau 4 : Evolution du prix du bouc et des termes de l'échange bouc/mil sur les marchés de Diffa au Niger et de Moussoro au Tchad.

| | Niger : marché de Diffa (Prix en FCFA) | | Tchad : marché de Moussoro (Prix en FCFA) | |
|-----------------------------------|--|--------------|---|--------------|
| | Février 2011 | Février 2010 | Février 2011 | Février 2010 |
| Prix moyen du bouc | 27 400 | 21 400 | 25 000 | 21 750 |
| Prix moyen du sac de mil | 16 700 | 19 900 | 20 000 | 26 000 |
| Terme de l'échange bouc/mil en kg | 164 | 108 | 125 | 84 |

Source : FEWS NET Niger et Tchad.

Toutefois, malgré l'amélioration des termes de l'échange de cette année, il est important de souligner qu'au Tchad, ils demeurent les plus faibles du bassin. L'accessibilité et la situation alimentaire des ménages pastoraux pourraient se dégrader si les prix des céréales remontent fortement à partir du mois d'avril malgré la mesure de prix plafond du gouvernement quand l'offre des producteurs sera faible et la demande des ménages plus importante.

Situation alimentaire

Les disponibilités céréalieres permettront de répondre à la demande. L'analyse des flux commerciaux indique que le sens des flux est globalement celui d'une année normale. Toutefois, il faut souligner que, si cette tendance des flux participera à l'amélioration des disponibilités sur les marchés du bassin oriental, elle ne résoudra pas pour autant d'elle même la question de l'accès alimentaire des populations vulnérables. Cet accès alimentaire sera principalement tributaire des sources de revenu telles que la vente des produits de rente (niébé, arachide, oignon, poivron, etc.), la vente de bétail, la vente des produits de ressources naturelles (foin, bois, etc.) et les transferts de la migration qui cette année sont fortement amoindris suite aux conflits en Cote d'Ivoire et en Libye où vont les populations déficitaires du Niger et du Tchad.

Actuellement, les formes principales d'insécurité alimentaire notoires dans le bassin sont relatives aux problèmes d'accessibilité aux céréales. Elles concernent :

- les baisses des revenus chez les ménages pauvres affectés par les effets du conflit ivoirien et libyen avec la réduction des transferts des migrants (exemple de Tahoua au Niger), par le dérèglement du marché bétail au Tchad, et par la baisse des activités de marché céréaliers au Nigeria ;
- la hausse des prix et la baisse du pouvoir d'achat chez les ménages pauvres urbains du sud du Nigeria et du Bénin qui font face à des prix élevés des céréales et du gari sur les marchés. Au Bénin, les populations potentiellement les plus exposées sont celles des régions de l'Ouémé, du Zou et de Cotonou et alentours qui ont été victimes des inondations.

Dans les autres zones, la situation est dans les tendances normales saisonnières. Cependant l'équilibre sur les marchés est très précaire et il est nécessaire de suivre l'évolution de la disponibilité du stock paysan et les conditions de son déstockage progressif et l'installation de la campagne 2011-2012. Une mauvaise installation de la campagne pourrait entraîner un mauvais approvisionnement des marchés suite à un refus de déstockage

par les producteurs et la faiblesse des stocks commerçants. Cela peut se traduire par des pénuries et des hausses des prix notamment dans les zones structurellement déficitaires non exposées pour le moment.

D'autres facteurs non moins importants peuvent avoir un impact sur l'évolution de la situation alimentaire dans la zone. Il s'agit de :

- l'évolution de la demande de maïs pour l'aviculture et pour la consommation humaine des villes du golfe de Guinée ;
- l'évolution du prix du carburant et du transport.

Conclusions et recommandations

La Situation alimentaire est globalement bonne dans les régions visitées. Les disponibilités actuelles sont très bonnes pour couvrir les besoins jusqu'à la prochaine campagne agricole. Les circuits commerciaux fonctionnent normalement mais avec moins d'intensité comparativement à l'année passée où de fortes demandes ont été constatées un peu partout dans le bassin.

Les prix restent encore élevés malgré les bonnes productions. Les stocks paysans normalement reconstitués donnent l'espoir que la demande paysanne soit moins forte cette année au Sahel pendant la soudure.

Toutefois les stocks commerçants, publics et coopératifs ne sont pas à leur niveau optimal. Il y a un risque d'insuffisance pour faire face aux crises localisées généralement existantes durant la soudure dans les zones structurellement déficitaires pastorales et agropastorales du Niger et du Tchad, ou en cas de dysfonctionnement de marché suite à une mauvaise installation de la campagne.

Il n'y a pas une évidence de crise majeure sur les marchés en 2011. Par contre, elle pourrait survenir en 2012 en cas d'une mauvaise production agricole si certaines dispositions ne sont pas prises, à savoir :

- la reconstitution des stocks commerçants et publics ;
- éviter la survenue d'un rapport de prix céréales/coton défavorable aux céréales et pouvant entraîner une substitution des productions de sorgho et maïs par le coton dont le prix est en hausse et la diminution des emblavures de céréales au Bénin, au Nigeria et au Tchad ;

Compte tenu de ce contexte, on pourrait s'attendre aux évolutions suivantes :

- *l'offre* peut se maintenir sous la gestion des gros commerçants ayant constitué des stocks et importateurs de riz et maïs. Et aussi des gros producteurs ayant investi pour profiter des prix élevés comme ceux de 2008. Des achats institutionnels en mars-avril peuvent faire augmenter les prix mais permettront de mobiliser les stocks détenus par les gros commerçants et producteurs dans le bassin. Ils vont alors de ce fait engendrer une suroffre qui sera par la suite bénéfique pour la stabilité des prix pendant la soudure.
- *la demande* sera en nette croissance les mois prochains à cause de la demande des ménages déficitaires du Nord Nigeria, du Niger, du Tchad et de la soudure au sud des pays côtiers (maïs). Mais, il peut y avoir une probable baisse de l'intensité de cette demande cette année au Sahel à cause de la disponibilité des stocks paysans.
- *les flux* peuvent continuer à être normaux du Sud vers le Nord si la première saison hivernale s'installe normalement au Sud et si la Naira, garde la tendance actuelle de change et que le prix du transport n'augmente pas fortement ;.
- *les prix* des produits alimentaires sont généralement élevés malgré la stabilité et la baisse observée sur certains marchés. Les facteurs explicatifs sont imputables aux spéculations intervenues à la récolte, les achats gouvernementaux, la gestion de l'offre par les producteurs à cause de plusieurs opportunités obtenues, etc. Il est improbable qu'ils baissent par rapport à leur niveau moyen. Ils risquent de se maintenir ou d'augmenter particulièrement en cas de mauvaise installation de la campagne. Toutefois, ils peuvent baisser comme en 2006 en cas de bonne installation de la campagne.
- *Sur le marché du bétail*, la baisse de la demande des marchés de consommation du sud du Nigeria, l'issue des élections au Nigeria, le taux de change de la naira et le prix des aliments de bétail, constituent les principales préoccupations.

- *l'évolution de la situation alimentaire* va continuer à être difficile pour les ménages pauvres dépendant du marché car les prix seront en général au dessus des moyennes saisonnières et cela risque de continuer. Les populations vulnérables sont les ménages pauvres et très pauvres agricoles déficitaires, les ménages pauvres urbains, les éleveurs ayant perdu tous leurs animaux pendant la crise de 2010 au Niger et au Tchad, et ceux qui ont un troupeau faible et qui vont bientôt chercher à reconstituer leurs stocks au moment où ils vont remonter dans la zone pastorale. La situation sera plus difficile en zone pastorale et en zone déficitaire où les banques de céréales sont rares ou n'existent pratiquement pas.

Recommandations

Atténuer l'impact des prix élevés sur la sécurité alimentaire des ménages pauvres par :

- a. Privilégier le cash for work dans toutes les zones où les marchés ont un fonctionnement acceptable et sans rupture d'approvisionnement ;
- b. Privilégier aussi les actions de food for work dans les zones pauvres où les marchés peuvent connaître des difficultés d'approvisionnement régulier suite à une faible anticipation de la demande par les commerçants qui voient que les ménages n'auront pas assez de revenus suite aux conflits sociopolitiques dans les principales zones d'immigration : cas de la région de Tahoua au Niger ;
- c. L'approvisionnement régulier des banques de céréales dans les zones rurales ;

Assurer un bon déroulement de la prochaine campagne agricole 2011/12 en incitant les producteurs à faire plus de céréales à côté des cultures de rente ayant un prix plus attractif comme le coton, le soja et l'arachide. . Actuellement, les perspectives de production de céréales pour 2011, ne présagent pas de garanties solides positives à cause des prix intéressants du coton qui passeraient par exemple au Bénin, de 200 à 250 f cfa/kg pour la campagne 2011 et pour laquelle les paysans manifestent un intérêt certain d'après ceux d'entre eux rencontrés. Pour éviter un abandon des céréales au profit des cultures de rentes il faut :

:

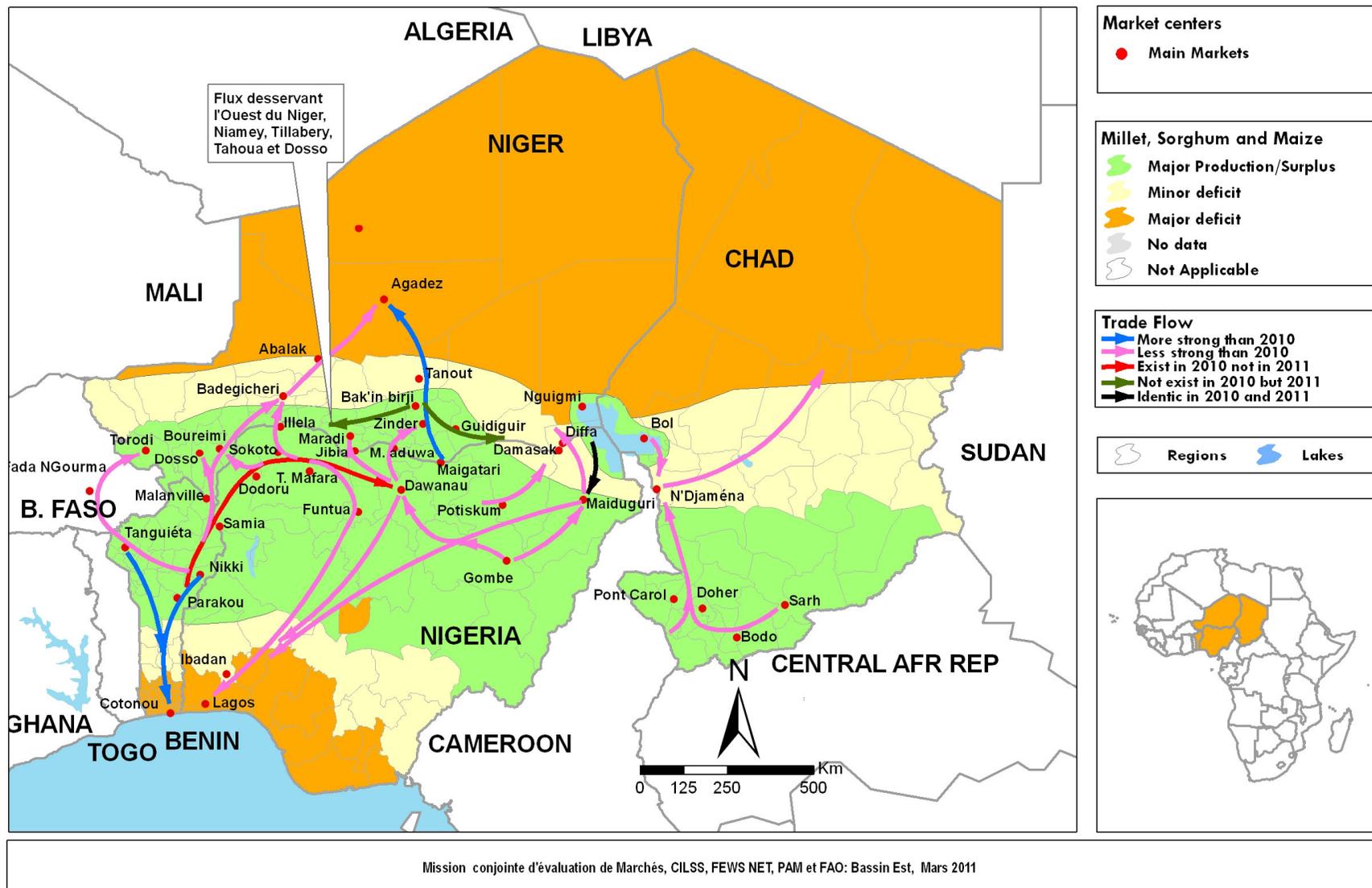
- Fournir des semences de qualité aux producteurs céréaliers ;
- Assurer un approvisionnement adéquat en engrais aux producteurs céréaliers ;
- Renforcement du crédit agricole pour la main d'œuvre et l'acquisition des intrants ;

Reconstituer les stocks nationaux de sécurité alimentaire à leur niveau optimal ;

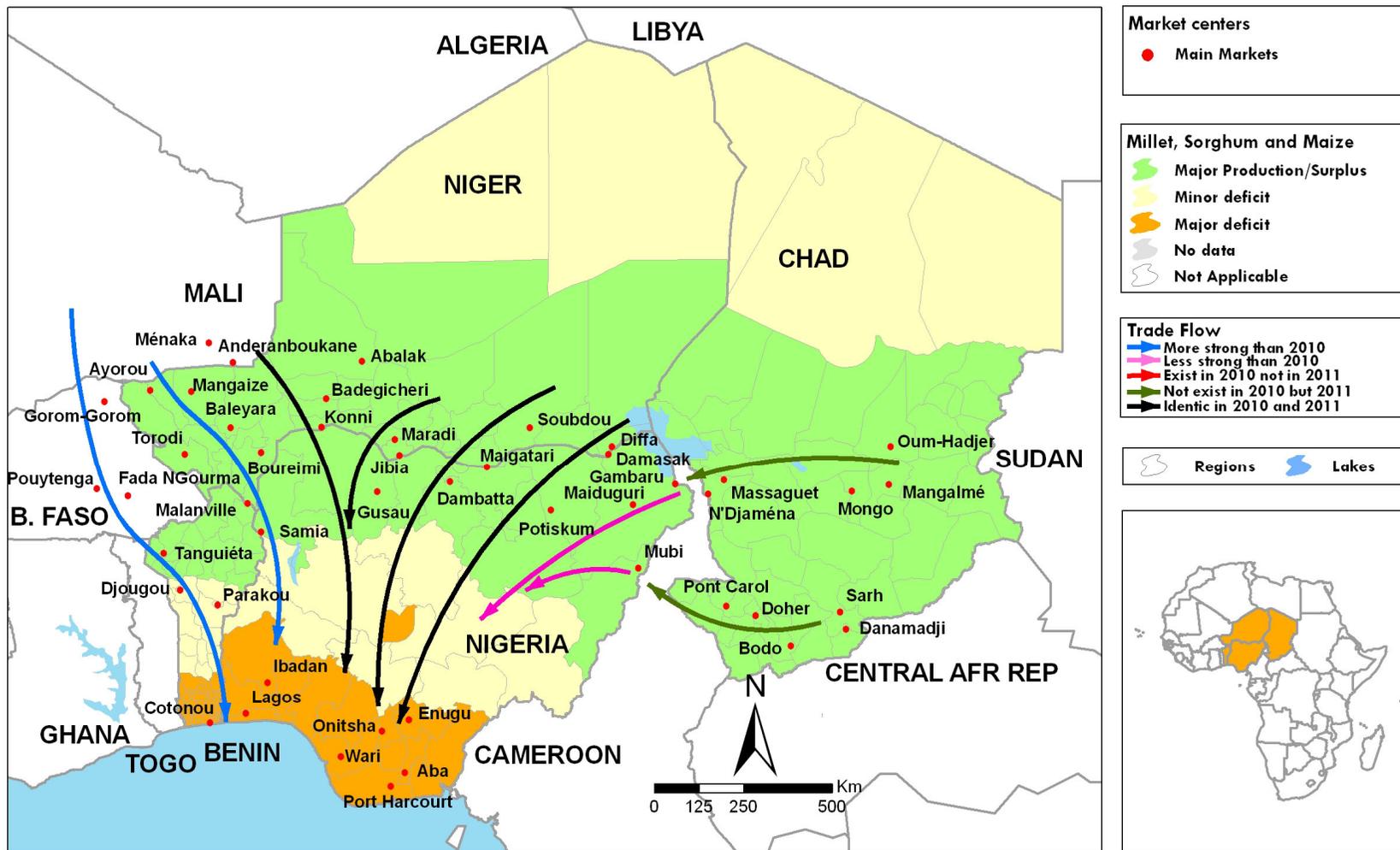
Renforcer le suivi notamment au niveau des :

- Cours des devises par exemple les taux de change Naira/FCFA, Cedi/FCFA, Dollar, Euro, Dalasi, Franc Guinéen, Ouguiya, etc ;
- Capacité d'importation des pays notamment le riz et le blé ;
- Restrictions gouvernementales en cas de hausse des prix notamment au Bénin;
- Coûts du transport avec la hausse du prix du carburant;
- Evolution des prix et de la demande notamment au sud du Bénin et du Nigeria notamment pour le maïs et le bétail ;
- L'évolution de l'installation de la campagne dans les pays côtiers et au Sahel.

Annexe 1 : Flux de mil/sorgho/maïs dans le bassin est en février 2011

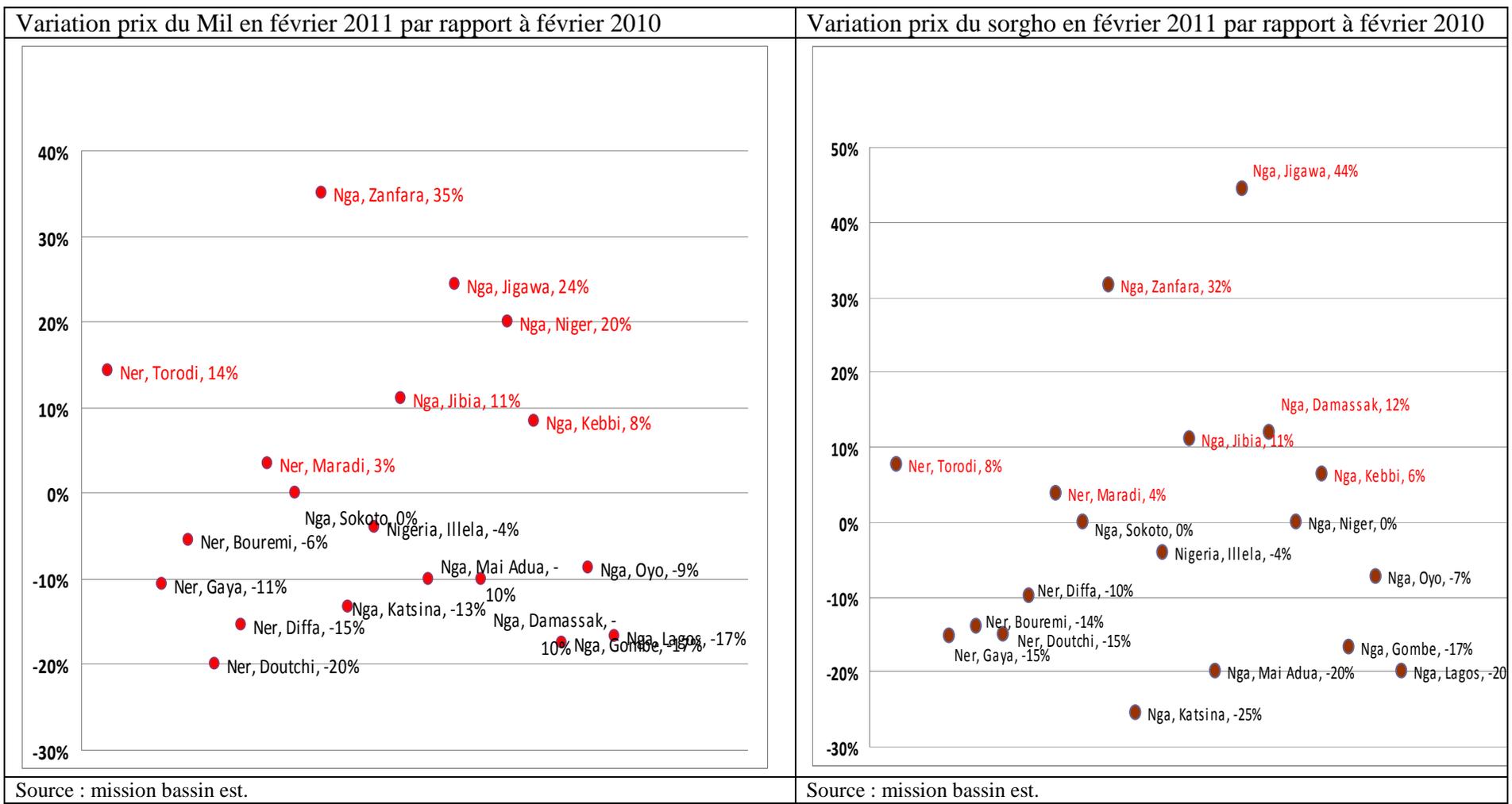


Annexe 2: Flux de bétail dans le bassin est en février 2011



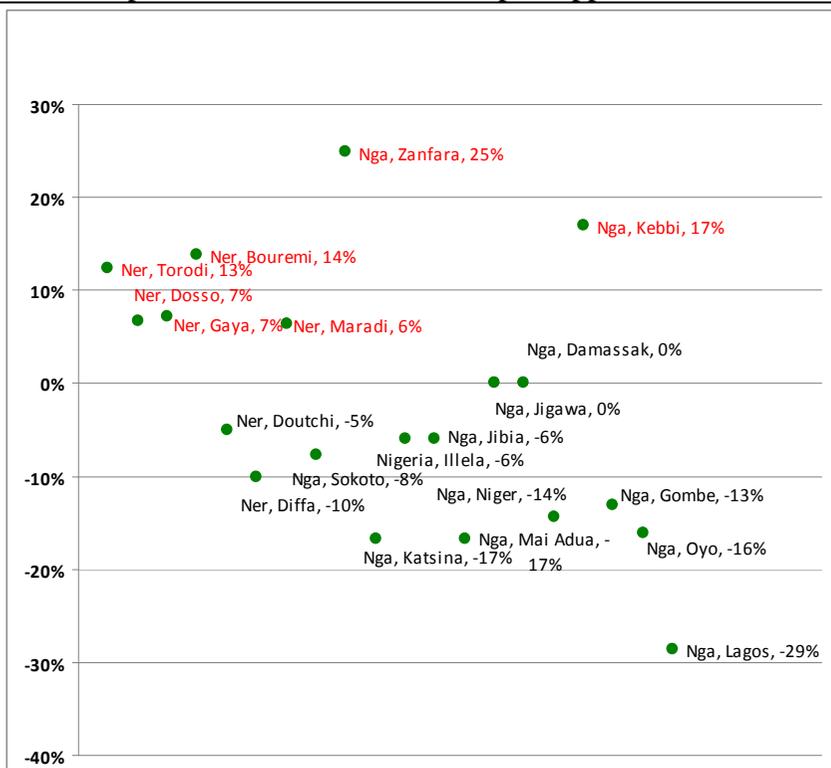
Mission conjointe d'évaluation de Marchés, CILSS, FEWS NET, PAM et FAO: Bassin Est, Mars 2011

Annexe 3 : Evolution des prix dans le bassin est en février 2011



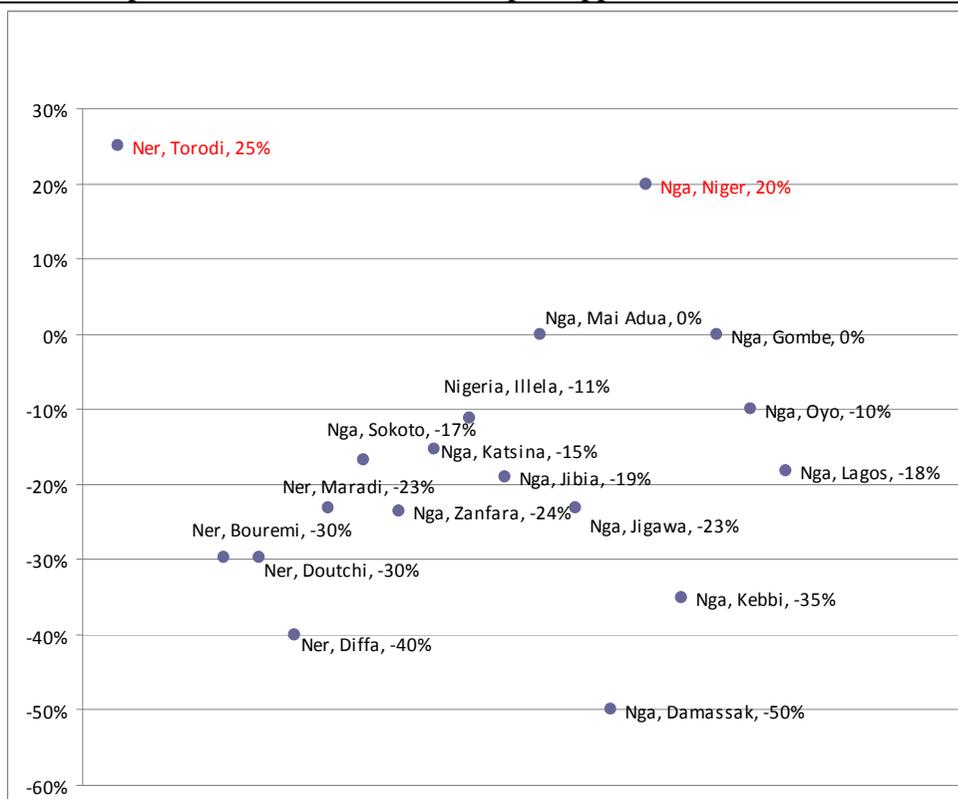
Annexe 4 : Evolution des prix dans le bassin est en février 2011

Variation prix du maïs en février 2011 par rapport à février 2010



Source : mission bassin est.

Variation prix du niébé en février 2011 par rapport à février 2010



Source : mission bassin est.